

Vassilis Saroglou Professeur à la faculté de psychologie et responsable du Centre de psychologie de la religion à l'UCL.

Lutter contre le voile ? Ne ridiculisons pas la politique

Le Soir, mercredi 24 juin 2009

Toute religion ramène de la soumission chez ses fidèles et parfois même au-delà. Nous en avons en effet actuellement des études expérimentales dans notre laboratoire (Centre de psychologie de la religion de l'UCL) qui montrent que l'activation même subliminale (!) des mots religieux augmente la soumissivité chez des personnes à tendance soumissive, et cela même au point de faire des comportements pas très en phase avec la moralité (par exemple, vengeance). Plus intéressant encore, cette activation de la soumission par la religion a des effets chez les gens indépendamment du fait qu'ils soient croyants ou pas.

Que faire alors ? Interdire toute activité et tout symbole religieux parce que suspects à induire de la soumission ? Interdire tout système social (école, partis politiques, armée) qui ramène également de la soumission ? Interdire sélectivement certains éléments (p. ex. des signes religieux qui dépasseraient d'autant les dimensions h x l x p comme les valises non permises dans les cabines des avions) ? Les interdire non seulement à titre « éducatif » ou « symbolique » chez des mineurs dans des lieux d'éducation publique (comme c'est actuellement la pratique) mais aussi chez de personnes adultes qui sont élues démocratiquement ? Ne soyons pas ridicules. La libération de l'homme (et de la femme) de l'emprise des idéologies, des systèmes holistes ou de communautés de pression à caractère religieux, ethnique et « philosophique » (comme on dit pudiquement en Belgique) passe par d'autres moyens beaucoup plus subtils et efficaces.

Et même s'il y avait le moindre argument valable en faveur d'une telle interdiction, ceux qui se précipitent pour le faire peuvent être soupçonnés soit d'être naïfs, soit d'exploiter sciemment – au lieu d'éduquer sur le plan politique et de la citoyenneté – nos peurs naturelles à caractère xénophobe et raciste. En effet, plusieurs études en Europe convergent sur le fait que : – dans la population en général (il n'y a pas d'étude de cas chez des personnes laïcistes militantes en particulier), l'hostilité face au voile traduit principalement la xénophobie et le racisme subtil et pas le souci de défendre les valeurs d'égalité et d'autonomie (cf. les études que nous avons menées dans notre laboratoire il y a deux ans) ;

– Islamophobie, arabophobie, racisme, et antisémitisme vont souvent de pair ;

– L'hostilité face au voile ou turban peut se traduire par des actes de discrimination, d'exclusion et même (étude en laboratoire) par une plus grande propension de tirer carrément son « pistolet » (expérimental) sur la tête d'un arabe avec turban que sur la tête d'un arabe sans turban.

Ceux qui se précipitent donc vers de telles interdictions à l'école ou au parlement feraient mieux de peser leurs actes. Il y a une différence (et priorité à donner, me semble-t-il) entre :

– combattre des idées religieuses estimées dangereuses ou préserver l'Etat du risque éventuel de l'immixtion des communautés et systèmes à caractère religieux, philosophique et idéologique (rappelons que couvrir sa tête en signe de respect/soumission par rapport à ce que le croyant croit être son Dieu n'est quand même pas ce qui menace nos démocraties, au moins pas plus que le député qui se soumet au chef du parti quand il doit voter) ;

– ne pas promouvoir (comme à travers ce projet d'interdiction) mais au contraire combattre le racisme, l'antisémitisme, l'arabophobie et la haine religieuse, réalités dont les conséquences privent souvent les individus de plusieurs droits fondamentaux (travail, logement, éducation), y compris parfois le droit à la vie.

Plus important encore. Il y a quelques années, l'archevêque de Grèce Christodoulos, porteur d'idéologie nationaliste, avait réussi à rassembler deux millions de signatures de citoyens (presque la moitié de la population votante !) qui revendiquaient du gouvernement le maintien de l'inscription de la religion d'appartenance sur la carte d'identité (plus de 90 % des Grecs se disent chrétiens orthodoxes). Selon la loi, le gouvernement était obligé de faire un référendum pour faire voter à la population cette proposition. Toutefois, le gouvernement ne l'a pas fait en arguant qu'on ne peut pas mettre au vote de la majorité des propositions qui violent les droits fondamentaux. Moralité : un vote parlementaire sur le port du voile sera un acte à portée (j'imagine aussi juridique) bien limitée et certainement un geste politique problématique par rapport à la discrimination ethno-religieuse et au déni des droits fondamentaux que constituerait une telle interdiction pour tout citoyen belge de se faire élire et représenter ses concitoyens. S'il y a des gens pour qui le communautarisme, le radicalisme religieux ou tout simplement la religion (nos études ont montré que derrière l'hostilité envers le voile se cache aussi une hostilité antireligieuse générale) posent légitimement problème, ils doivent mieux penser leur action. Beaucoup de mal a déjà été fait par ceux qui croient savoir mieux que les autres ce qui est bon pour eux de penser.

La laïcité est une valeur extrêmement importante pour qu'on permette à certains de la ridiculiser. La laïcité oblige à la neutralité de l'Etat par rapport aux différentes religions et systèmes convictionnels en général, ainsi qu'au traitement équitable de différentes convictions et appartenances, y compris l'athéisme et l'agnosticisme, organisés ou pas. Il s'agit d'un principe et même d'une valeur de gouvernance équitable, de fonctionnement respectueux, de la bonne disposition et non pas d'une

valeur de moralité fondamentale, universelle. Eriger la laïcité en statut de valeur sacrée de l'ordre de la morale fondamentale (au même titre donc que la démocratie, l'égalité, la liberté, l'interdit de tuer), serait lui rendre un très mauvais service. Ne la transformons pas non plus en une valeur sacrée – au sens fort, péjoratif, du terme – avec ses symboles (neutralité vestimentaire), ses temples (écoles ou parlements où on entre dé-couvert) et ses prédicateurs et zélotes : ce serait faire ré-entrer par la fenêtre le religieux dans le politique.